

## Discours guichet engrais // plan engrais

5 minutes

\*

**Seul le prononcé fait foi.**

Monsieur le Ministre,

Mesdames et messieurs,

Deux urgences nous rassemblent aujourd'hui : sauver, dans l'immédiat, les récoltes de demain en débloquant l'achat d'engrais ; bâtir, pour l'avenir, une agriculture souveraine, affranchie de sa dépendance aux importations.

Nos agriculteurs traversent une accumulation de difficultés. Pour certaines filières, je pense en particulier aux grandes cultures, cette canicule qui fait peser une lourde menace sur les récoltes, succède à trois campagnes dans le rouge où les agriculteurs ont peiné à se verser un salaire. Voilà qu'à ces épreuves s'ajoute une crise internationale majeure qui bouleverse les flux énergétiques mondiaux.

Les tensions autour du détroit d'Ormuz, où transitent 20 % du gaz naturel liquéfié et 30 % des engrais, ont profondément déstabilisé les marchés de l'énergie, alors même que le gaz représente **80%** du coût de fabrication des engrais azotés.

Les conséquences ont été immédiates : en quelques semaines, l'urée est passée de **540 € à plus de 800 € la tonne**, la solution azotée de **375 € à près de 470 €**, et les ammonitrates de **501 € à plus de 560 €**.

Ces hausses découragent les agriculteurs d'acheter des engrais à des prix qui hypothèquent la rentabilité des futures récoltes.

Or, sans engrais, pas de récoltes, et sans récoltes, notre souveraineté alimentaire est menacée.

**Face à cela, le Gouvernement a décidé d'agir et vite. Parce que la prochaine campagne est en jeu, nous devons aider les agriculteurs à remettre en culture après les récoltes.**

A ma demande, et avec le soutien de plusieurs Etats membres, la Commission européenne a entendu nos alertes et accepté de mobiliser la réserve agricole de crise communautaire et a consenti la plus grosse enveloppe nationale à la France : **107 millions d'euros**.

J'ai remercié le Commissaire HANSEN pour cet effort particulier en soutien des agriculteurs français.

**Le gouvernement prend lui aussi ses responsabilités et je vous annonce que nous compléterons cette enveloppe de crise par des crédits nationaux jusqu'à 150 millions d'euros.**

Sur cette base, j'annonce l'ouverture, au 1<sup>er</sup> août, d'un **guichet exceptionnel d'aide à l'achat d'engrais azotés simples.**

J'ai fait le choix d'un dispositif simple, rapide et ciblé dont j'ai demandé à mon cabinet et mes services de définir les modalités de façon pragmatique avec les agriculteurs et leurs fournisseurs d'engrais sans attendre. C'est chose faite depuis hier et les documents à fournir ont été réduits à leur minimum d'un commun accord.

Un dispositif simple, parce qu'il concernera les **engrais azotés simples**, les plus utilisés par les agriculteurs français ; rapide, parce que sa gestion sera confiée à **FranceAgriMer** pour des versements dans les meilleurs délais ; ciblé, parce qu'il soutiendra l'ensemble des exploitations tout en renforçant l'effort pour les plus exposées à la charge des engrais en raison de leurs productions.

Concrètement, deux niveaux d'aide seront mis en place : une aide de 50 euros par tonne sera accordée à toutes les exploitations, portée à 70 euros par tonne pour celles dont les dépenses d'engrais dépassent 10 % de leurs charges.

Afin de garantir une utilisation la plus efficiente de cette aide dans un contexte budgétaire contraint, celle-ci portera sur un volume maximal correspondant à la **moitié des achats d'engrais azotés réalisés lors du dernier exercice.**

Un **plancher de 750 €** sera appliqué afin de concentrer le soutien sur les exploitations pour lesquelles l'enjeu économique est le plus significatif.

Les achats réalisés **entre le 1<sup>er</sup> juin et le 1<sup>er</sup> octobre 2026** seront éligibles au dispositif.

**Au 1<sup>er</sup> octobre, nous ferons le point sur la situation du marché des engrais, notamment au regard de la fin du cessez-le-feu, et nous déciderons de la suite pour ne pas laisser au bord du chemin les filières dont les récoltes sont plus tardives si le prix des engrais reste durablement élevé.**

Mon message aux agriculteurs est clair : achetez maintenant vos engrais et sécurisez vos semis grâce à cette aide exceptionnelle de compensation.

Nous refusons qu'une crise géopolitique internationale conduise nos agriculteurs à renoncer à produire.

Soutenir l'achat d'engrais aujourd'hui, c'est préserver les récoltes de demain, protéger le revenu des agriculteurs, garantir notre souveraineté alimentaire.

Et c'est exactement le sens de l'action que le Gouvernement mène aujourd'hui aux côtés du monde agricole.

Voilà pour le court terme.

À moyen terme, notre responsabilité est de réduire notre dépendance aux importations d'engrais et de gagner en souveraineté. C'est tout le sens de notre « plan engrais », qui s'inscrit pleinement dans celui présenté par la Commission européenne le 19 mai dernier, un plan européen que la France a largement contribué à nourrir.

Notre plan national sera prochainement mis en consultation, comme je l'ai annoncé lors du dernier Conseil de la planification écologique.

Je vais donc être brève sur cette partie, et Sébastien MARTIN présentera les dernières actualités.

Pour devenir autonome en engrais, le chemin est clair : la France **a besoin de baisser de 50% sa consommation d'engrais azotés** par la réduction des usages et l'usages d'engrais organique, et **d'augmenter de 50% les capacités de productions actuelles**, pour traiter le besoin qui demeurera en engrais azoté.

Il nous faut sortir de cette dépendance aux engrais importés.

Le premier axe du plan vise donc à diminuer l'usage des engrais, à les optimiser. Car si nous n'apprenons pas à les utiliser plus efficacement, nous resterons durablement vulnérables. Nous renforcerons donc les outils de pilotage des apports azotés, pour les ajuster au plus près des besoins réels des cultures, au moment où elles en ont le plus besoin pour se développer. Ces outils d'aide à la décision permettent par exemple jusqu'à 15 % d'économie d'azote.

Nous devons également développer plus largement nos cultures de légumineuses, moins gourmandes en engrais, avec un objectif de 2,7 millions d'hectares cultivés d'ici 2030. C'est le sens de l'appel à projets « protéines végétales » que j'ai lancé début juillet.

Le deuxième axe consiste à développer des alternatives aux engrais d'origine fossile, pour desserrer notre dépendance aux importations. Il nous faut, pour cela, valoriser les solutions organiques déjà éprouvées sur le terrain, comme les biodéchets et les effluents d'élevage. 24 % de nos besoins en azote minéral pourraient être couverts par ces ressources organiques, c'est considérable.

La France portera donc avec force, dans les débats européens, la mise en place de solutions alternatives comme les digestats.

Le troisième axe sera présenté plus en détails par Sébastien MARTIN.

Je lui cède donc la parole.

**(FIN).**